**ARRETE**

**PORTANT CHANGEMENT D’AFFECTATION**

**(MUTATION INTERNE)**

**DE M..…….**

**GRADE…………**

Le Maire OU le Président ;

Vu la [loi n° 82-213 du 2 mars 1982](http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000880039) modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019, portant transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l’évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

*(le cas échéant)* Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret (*viser le décret portant statut particulier du cadre d'emplois de l'agent)* ;

Vu la délibération en date du ................... du *(Conseil municipal/communautaire…)* créant l'emploi permanent à temps complet (à temps non-complet) de ……………………… ;

Vu la délibération en date du ...................... du *(Conseil municipal/communautaire…)* fixant la durée hebdomadaire de service de cet emploi à ..../35èmes ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu la déclaration de vacance de l'emploi de ……………………, enregistrée sous le n°....... par le Centre de Gestion de la Vendée ;

Vu la demande de mutation interne présentée en date du …………, par M…………, titulaire du grade de ………. *(en cas de changement d'affectation à la demande de l'agent)* ;

(Le cas échéant) Vu l'avis du Comité technique en date du *…………(en cas de mutation interne dans le cadre d'une* ***réorganisation de service****)* ;

(Le cas échéant) Considérant que l'agent a été informé de son droit à consulter son dossier individuel afin de prendre connaissance de tous les faits reprochés en lien avec son changement d'affectation décidé dans l'unique but d'améliorer le bon fonctionnement du service *(****uniquement dans le cas d'une mutation interne intervenant en considération de la personne****, ne pas confondre avec une sanction disciplinaire)* ;

Considérant la nouvelle fiche de poste remise à l'intéressé(e) et portant sur un emploi relevant du grade dont l'agent est titulaire.

**ARRETE**

***ARTICLE 1er :*** M................................... né(e) le....................... à........................., titulaire du grade de ………., occupera les fonctions de ………… à raison de …/35èmes, à compter du..............

…/…

***ARTICLE 2 :*** M…………. sera placé sous l'autorité hiérarchique de M…………………. et exercera ses nouvelles fonctions dans le service ………………………….. situé…………………………

***ARTICLE 3 :*** M …………………… est *(ou reste)* affilié*(e)* à la CNRACL.

**OU** M ……………………..est reste affilié*(e)* à l'IRCANTEC.

***ARTICLE 4 :*** La présente décision sera notifiée à l’intéressé*(e)*.

Fait à ………………….., le …………………….,

Le Maire **OU** Le Président

*(porter les prénom et nom de l'autorité territoriale)*

|  |
| --- |
| Le Maire *(ou le Président)*, |
| ⬩ Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. |
| ⬩ Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/). |
| Notifié le ................................... |
| Signature de l'intéressé*(e)* : |